

BANQUE CENTRALE DU CONGO



NOTE DE CONJONCTURE DU MOIS DE FEVRIER 2016

MARS 2016

Banque Centrale du Congo

Adresse : 563, Boulevard Colonel Tshatshi
Kinshasa-Gombe
République Démocratique du Congo

Adresse postale : 2697 Kinshasa 1

Téléphone : (243)815556966
(243)818108009
(243)815084402

Site Web: <http://www.bcc.cd>

La Note de conjoncture est élaborée par la Direction des Analyses Economiques sous la supervision de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

La Note de conjoncture mensuelle est publiée au plus tard le dernier jour du mois suivant celui sous revue.

I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1 Aperçu de l'économie mondiale

Les développements récents de l'économie mondiale demeurent marqués par les incertitudes au sujet d'un retour à une croissance plus robuste d'avant crise, en raison du rythme de croissance faible aussi bien dans les économies avancées qu'émergentes et en développement. En effet, selon les perspectives économiques publiées par le FMI et l'OCDE, l'activité économique mondiale devrait se situer en deçà du niveau réalisé les années précédentes.

La croissance devrait progresser autour de 3,0 % et 3,3 %, respectivement en 2016 et 2017, note l'OCDE. Ce résultat tient, d'une part, à la faiblesse des échanges et des investissements, et d'autre part, à l'atonie de la demande, induisant une inflation largement en deçà de la cible ainsi qu'à une progression inadéquate des salaires et de l'emploi.

Face à ce constat, l'OCDE invite, dans son rapport 2016 intitulé « Objectif Croissance », les responsables de l'action publique à mettre en œuvre des réformes à large assise, fondées sur les politiques monétaires, budgétaires et structurelles visant à stimuler l'activité économique et à construire une économie mondiale plus inclusive.

Pour ce faire, il est donc nécessaire, pour les gouvernements, d'accélérer le rythme des réformes et d'accorder la priorité aux mesures les plus adaptées à la croissance pour soutenir la demande à court terme, en encourageant les politiques structurelles axées sur la réforme de la réglementation et sur les investissements publics.

Par ailleurs, dans sa publication du 24 février 2016, le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé une possibilité de mettre en place un «filet de sécurité» («safety net») susceptible d'aider financièrement les pays exportateurs de matières premières mis à mal par la chute des cours. A cet effet, le FMI se dit disposé non seulement à prêter main forte à ces pays mais aussi à mettre en place «de nouveaux mécanismes financiers». Cette option fait partie d'un programme de réformes et de mesures destinées à soutenir la croissance mondiale.

1.2 Evolution de l'activité dans les principaux pays et Zones économiques

1.2.1 Pool Europe

Dans la Zone euro, la reprise économique demeure fragile en dépit des mesures de relance de crédit et des prix mises en œuvre par la Banque Centrale Européenne (BCE). Le taux d'inflation en rythme annuel s'est établi à - 0,2 % en février 2016, venant de + 0,3 % en janvier dernier. Ces résultats ont conduit la BCE, lors de sa réunion du mois de mars 2016, à adopter trois nouvelles mesures supplémentaires en vue de soutenir l'activité économique. Il s'agit de (i) l'augmentation du volume de rachats mensuels de titres de dette publique de 20 milliards d'euros, les faisant passer de 60 à 80 milliards, (ii) la baisse de son principal taux directeur de 0,05 % à 0 % et (iii) la baisse de son taux de dépôt de -0,3 % à -0,4 %.

1.2.2. Pool Amérique

Aux Etats-Unis, le rapport sur l'évolution récente de la conjoncture de la Fed révèle une amélioration de l'économie américaine entre les mois de janvier et de février courant, expliquée notamment par une augmentation des dépenses des ménages. Toutefois, il est noté une stagnation de l'activité manufacturière due à l'appréciation du dollar américain ainsi qu'à la faiblesse de la demande du secteur énergétique.

Ces performances économiques observées ont conduit à l'amélioration du marché de l'emploi. Ainsi, il a été observé une création de 242.000 emplois au cours du mois de février dernier, soit un niveau au-delà de ce qui a été prévu, contribuant à la réduction du taux de chômage à 4,9 % de la population active, venant de 5,0 %.

1.2.3. Pays d'Asie et pays émergents

Au Japon, les statistiques économiques révèlent les signes d'essoufflement de l'économie et ce, en dépit des mesures de relance mises en œuvre par les Autorités, notamment la stratégie « Abenomics ». L'indice PMI/Markit, qui renseigne le comportement de l'activité manufacturière, s'est contracté en février courant, s'établissant à 50,2 contre 52,3 le mois précédent en raison de la baisse de la demande tant intérieure qu'extérieure. Toutefois, l'économie japonaise a clôturé l'année 2015 avec une croissance de 0,4 %. S'agissant des prix, le Japon est demeuré ancré dans la déflation, avec un taux d'inflation de -0,4 %.

Face à cette situation, la Banque centrale avait décidé de mettre en œuvre des mesures supplémentaires, principalement l'adoption des taux d'intérêt négatifs afin de stimuler l'activité économique. Cependant, cette mesure n'a pas produit les effets escomptés ; ce qui devrait conduire la Banque centrale de ce pays à envisager d'autres mesures.

En Chine, les développements récents de l'économie renseignent les difficultés auxquelles le pays fait face au cours de ces dernières années. Les exportations ont baissé de 25 % en février 2016 par rapport à la période correspondante de 2015, en raison notamment des facteurs externes liés au ralentissement de la demande mondiale. Cette situation contribue à alimenter les inquiétudes sur l'atteinte de l'objectif d'une croissance autour de 6,5 % et 7 % par an.

Dans ce contexte, les Autorités de ce pays visent à doper la demande intérieure et la compétitivité des entreprises exportatrices. Ainsi, pour le Premier ministre, la solution pourrait se traduire par un budget en déficit de 3 % du PIB pour soutenir la croissance grâce à des investissements en infrastructures ainsi que des allègements de charges pour les entreprises.

1.2.4. Pool Afrique

Les effets négatifs de la baisse des cours de matières premières sur le marché mondial sont toujours perceptibles au niveau des économies exportatrices d'Afrique qui enregistrent des déficits jumeaux et dont les conséquences s'inscrivent sur la valeur externe de leurs monnaies respectives et sur le taux d'inflation.

En Angola et en Zambie, le kwanza et le Kwacha se sont dépréciés de 33,2 % et 39,6 % entre février 2015 et février 2016. Quant au Naira Nigérian, dans un contexte d'un régime de change fixe, il s'échange à 197 unités le dollar contre 320 unités au marché parallèle.

Par ailleurs, l'Agence de notation Standard & Poor's a révisé à la baisse la notation de la RDC, la faisant passer de «B- stable » à «B- négative » ainsi, les notes de crédit souverain ont été maintenues à « B- » à long terme et « B » à court terme. Cette notation est expliquée notamment par une diminution de réserves de change, l'accroissement des déficits courants, les niveaux des revenus extrêmement faibles et enfin la marge de manœuvre budgétaire limitée compte tenu des besoins énormes de développement du pays. En outre, l'agence de notation note que les incertitudes politiques et le manque de visibilité concernant les élections prévues en 2016 pourraient engendrer des troubles susceptibles de déstabiliser les institutions et l'économie.

1.3. Marchés des produits de base intéressant l'économie congolaise.

Au 29 février 2016, les cours des produits énergétiques, miniers et céréaliers intéressant l'économie congolaise ont connu une évolution divergente suite, d'une part, à une reprise faible de l'économie mondiale et, d'autre part, à un environnement géopolitique peu stable, comme l'indiquent les tableaux ci-dessous.

Tableau 1 : Produits miniers et énergétiques

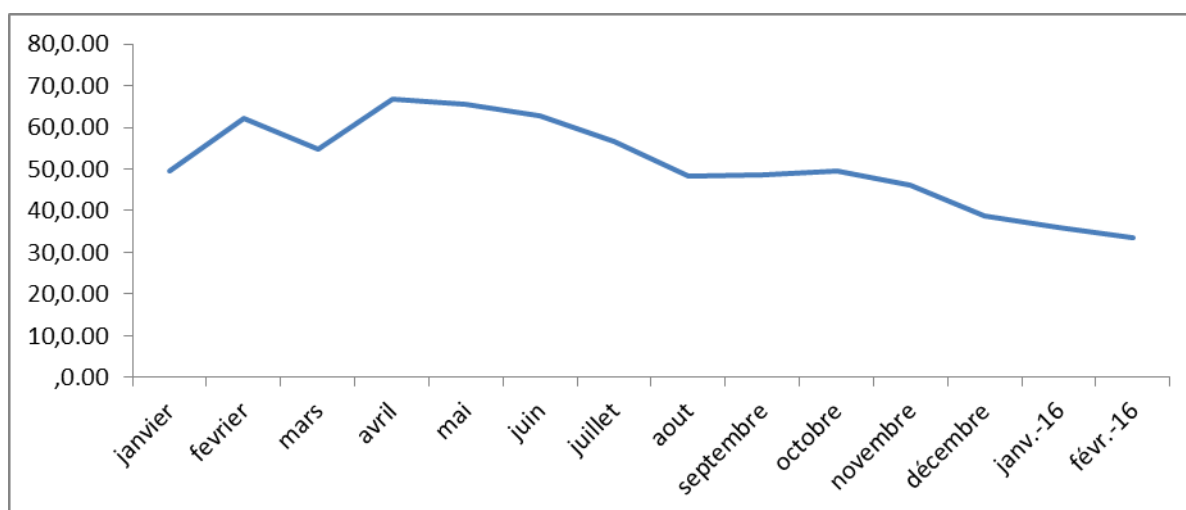
	déc-13	dec-14	31-déc-15	29-janv-16	29-févr-16
Produits energetiques					
Pétrole (brent) \$/baril					
<i>cours</i>	110,59	62,99	38,89	32,25	33,62
<i>variation mensuelle (en %)</i>		-43,04	-15,53	-17,07	4,25
Produits miniers					
Cuivre LME \$/tm					
<i>cours</i>	7 394,00	6 428,78	4 628,00	4 481,50	4 586,86
<i>variation mensuelle (en %)</i>		-13,05	-4,24	-3,17	2,35
Cobalt Londres \$/tonne					
<i>cours</i>	28 951,65	31 499,86	22 569,34	22 942,29	24 109,11
<i>variation (en %)</i>		8,80	-16,26	1,65	5,09
Or New York \$/o.t.					
<i>cours</i>	1 205,90	1 198,16	1 069,99	1 094,06	1 193,93
<i>variation mensuelle (en %)</i>		-0,64	-1,69	2,25	9,13

Source : Banque Centrale du Congo

✓ Pétrole

A fin février 2016, le prix du pétrole s'est redressé de 4,25 % par rapport à la situation à fin janvier, s'établissant à 33,62 USD en moyenne le baril de Brent. Cette hausse est expliquée par les négociations autour de la réduction de la production du pétrole entre les pays producteurs.

Graphique 1 : Evolution du cours du pétrole (USD le baril) 2015 à 2016

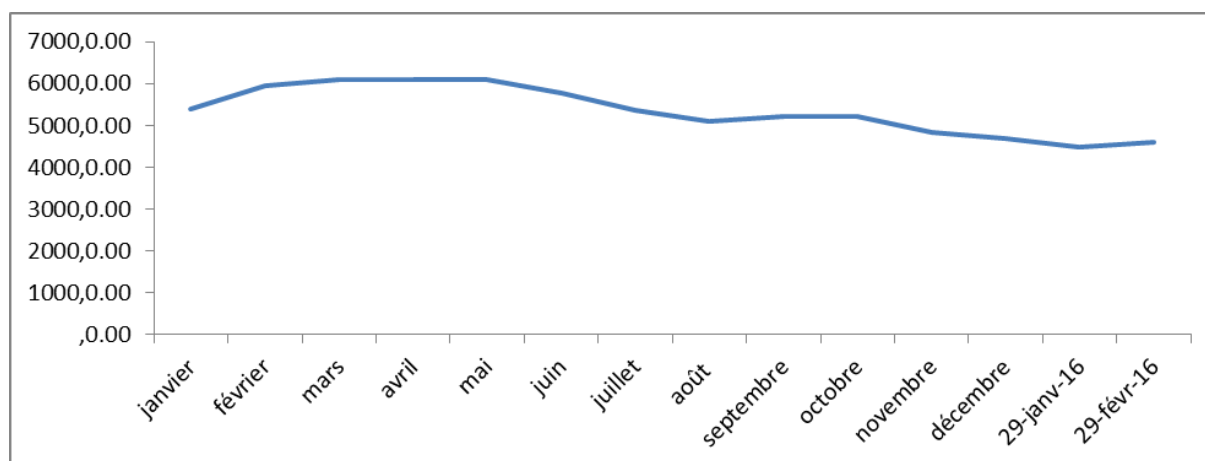


Source : Banque Centrale du Congo

✓ Produits miniers : Cuivre

A fin février 2016, le cours du cuivre a poursuivi son rebond amorcé aux dernières semaines du mois de janvier, s'établissant à 4.586,9 USD, suite à la publication des chiffres très encourageants sur la demande chinoise et des perspectives de la reprise sur le marché du pétrole.

Graphique 2 : Evolution du cours du cuivre de 2015 à 2016 (USD/tonne métrique)



Source : Banque Centrale du Congo

✓ Produits agricoles

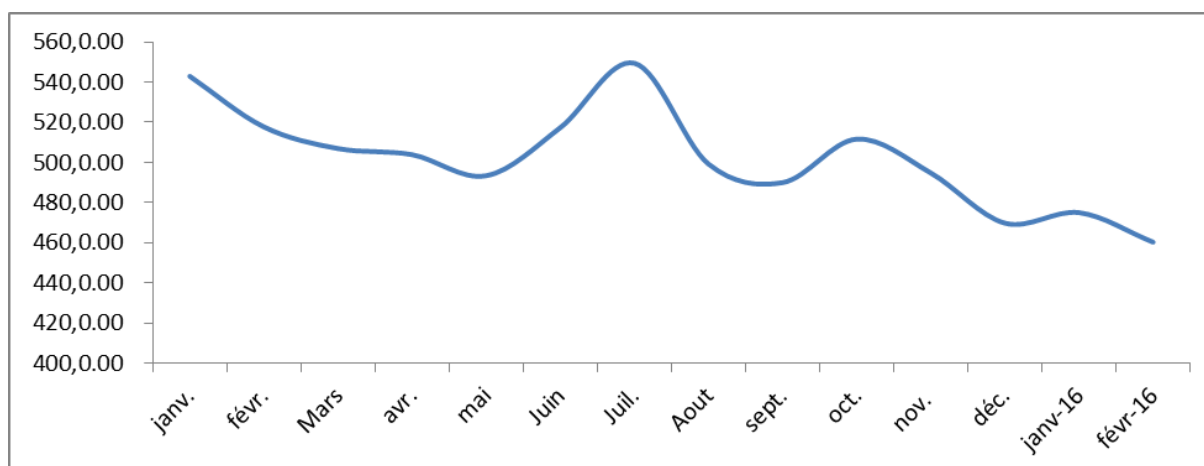
A fin février 2016, les prix du blé et du maïs ont connu des évolutions divergentes sur le marché de Chicago. Le prix du blé s'est fixé à 460,29 USD la tonne et celui du maïs s'est établi à 133,53 USD la tonne. En effet, l'augmentation des prix du maïs est soutenue par la dégradation des conditions climatiques dans des zones de production tandis que le prix du blé a reculé en raison d'un stock abondant.

Tableau 2 : Produits agricoles

	déc-13	dec-14	31-déc-15	29-janv-16	29-févr-16
Produit agricoles					
Riz Chicago Cts/lb					
cours	15,55	12,10	11,12	11,18	10,86
variation mensuelle (en %)		-22,19	-7,15	0,54	-2,86
Blé Chicago \$/tonne					
cours	623,82	614,66	472,63	472,82	460,29
variation mensuelle (en %)		-1,47	-4,47	0,04	-2,65
Maïs Chicago \$/tonne					
cours	156,41	146,09	135,65	132,94	133,53
variation mensuelle (en %)		-6,60	0,81	-2,00	0,44

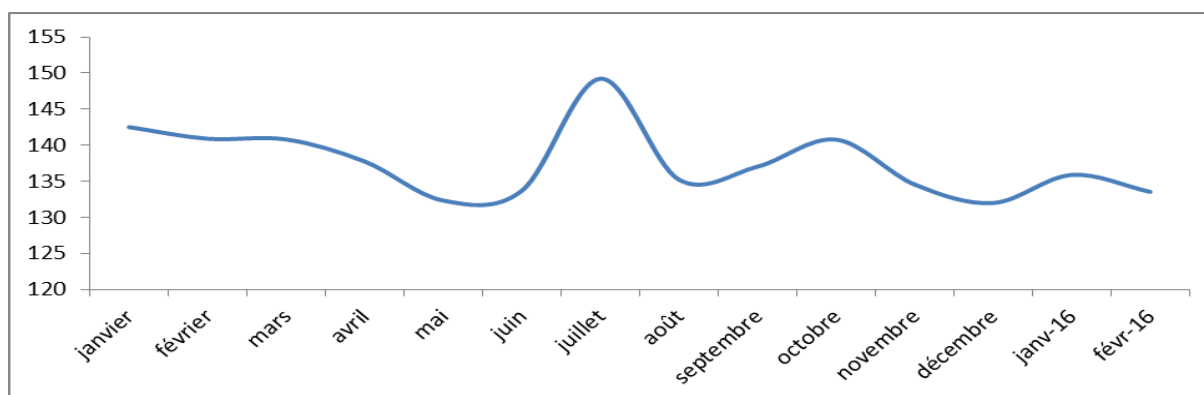
Source : Les échos, Banque Centrale du Congo

Graphique 3 : Evolution du cours du blé (USD/tonne)



Source : Banque Centrale du Congo

Graphique 4 : Evolution du cours du maïs (USD/tonne)



Source : Les échos, Banque Centrale du Congo

1.4 Parité euro dollar

A fin février 2016, la parité euro dollar américain s'est située à 1,11 contre 1,08 à fin janvier 2016.

Tableau 3 : Parité euro dollar

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembr	octobre	novembre	décembre	taux moyen
2015	1,13	1,12	1,07	1,12	1,1	1,11	1,1	1,12	1,11	1,09	1,07	1,09	1,1
2016	1,08	1,11											

Source : Banque Centrale du Congo

EVOLUTION SECTORIELLE DE LA CONJONCTURE INTERIEURE

2.1 SECTEUR REEL

2.1.1 Croissance économique

Les estimations faites sur base des réalisations de production à la fin du troisième trimestre de 2015 confirment le ralentissement de la croissance. En effet, de 9,2 % estimés à fin mars, la croissance économique est passée à 8,4 % à fin juin avant de tomber à 7,7 % à fin septembre. Cette évolution est due au ralentissement du rythme de production dans le secteur des mines, dans un environnement de plus en plus incertain marqué par la poursuite de la baisse des cours des matières premières. Rapprochée à la moyenne projetée pour l'Afrique subsaharienne, chiffrée à 3,5 %, la croissance de l'économie congolaise serait supérieure de 4,2 points de pourcentage.

Toute chose restant égale, ce rythme baissier de la croissance, provoqué principalement par la décélération de la production dans le secteur des mines, devrait affecter le niveau de l'activité productive initialement projeté pour l'année 2016. Cette évolution prévisionnelle correspond à un taux de croissance de 8,2 % en 2016 contre 9,0 % initialement prévus. La Commission des Etudes Statistiques des Comptes Nationaux est à pied d'œuvre pour la validation de ces premières estimations de la croissance.

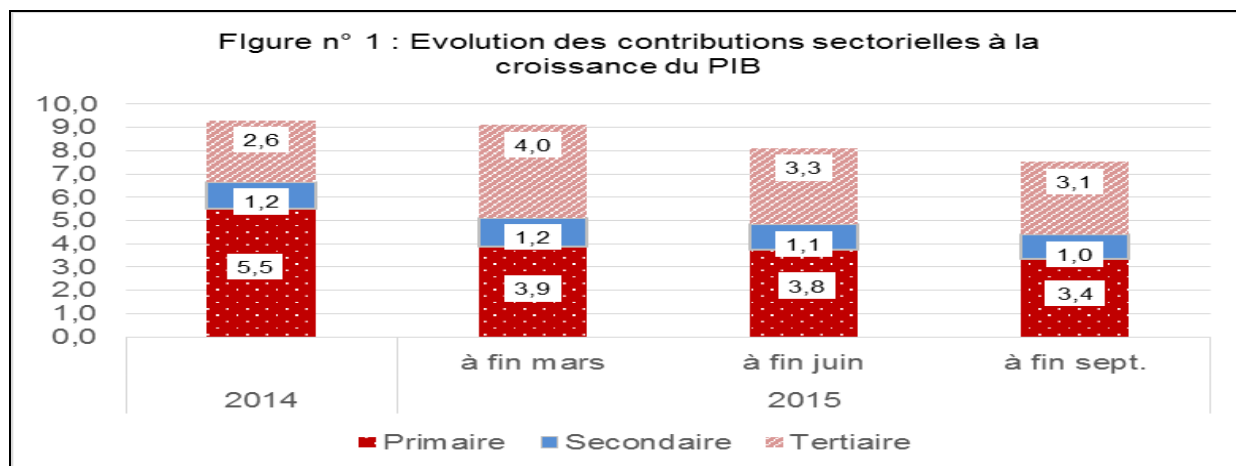
● Approche par la production

L'analyse de cette approche révèle qu'en dépit des pesanteurs de l'environnement international, l'activité à l'interne en 2015 reste soutenue par le secteur primaire, soit 3,4 points de croissance contre 5,5 points en 2014. La branche « extraction » demeure le moteur de la croissance, avec une contribution de 2,5 points.

S'agissant du secteur tertiaire, ce dernier vient en deuxième position en terme de contribution à la croissance avec 3,1 points, grâce au dynamisme des activités des « Transports et Télécommunication » et de « Commerce » à concurrence de 1,2 et 0,9 et 1,1 points, respectivement.

Pour ce qui est du secteur secondaire, sa contribution à la croissance accuse un léger repli, passant de 1,1 point à fin juin à 1,0 à fin septembre 2015, en raison notamment du déficit énergétique et du ralentissement du rythme d'exécution des travaux d'infrastructures.

Graphique 5 : Evolution des contributions sectorielles à la croissance (en point de pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo d'après les données du CESN

Tableau 4 : Estimation de la croissance du PIB suivant l'approche par la production (en milliards de CDF au prix de 2005, sauf indication contraire)

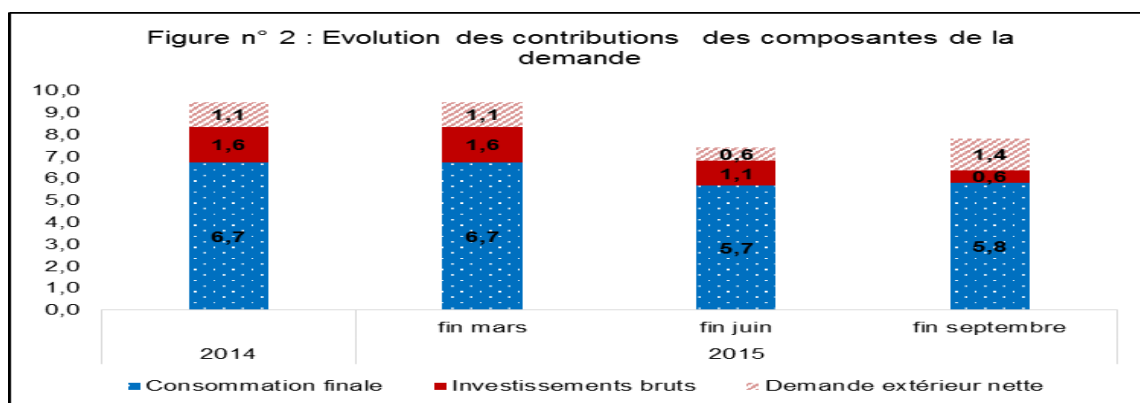
Branches d'activité	2014	2015	2014		2015	
			Variation en %	Contrib. en pts	Variation en %	Contrib. en pts
Secteur primaire	4 357,31	4 695,80	13,2	5,5	7,8	3,4
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	1 700,80	1 785,80	4,7	0,8	5	0,8
Extraction	2 656,51	2 909,90	19,3	4,7	9,5	2,5
Secteur secondaire	1 551,63	1 656,70	7,4	1,2	6,8	1
Industries manufacturières	1 088,39	1 190,00	9,9	1,1	9,3	1
Bâtiment et travaux publics	395,45	399,7	1,2	0	1,1	0
Electricité, gaz, vapeur et eau	67,78	67	6,3	0	-1,2	0
Secteur tertiaire	3 880,32	4 195,50	6,7	2,6	8,1	3,1
Commerce	1 415,70	1 342,90	4,8	0,7	6,6	0,9
Transports et télécommunications	1 220,22	1 509,30	6	0,8	10,1	1,2
Autres services hors adm. publique	926,12	1 013,2	10,9	1	9,4	0,9
Services d'administration publique	382,75	404,5	7,7	0,3	5,7	0,2
SIFIM	-64,47	-74,3	14,7	-0,1	15,3	-0,1
PIB aux coûts des facteurs	9 789,25	10 548,00	9,6	9,3	7,8	7,5
Taxes sur les produits	303,59	324	5,2	0,2	6,7	0,2
PIB aux prix constants du marché	10 092,80	10 872,00	9,50%	9,50%	7,70%	7,70%

Source : CESN

• Approche par la dépense

En 2015, la demande globale, dont la contribution à la croissance est estimée à 6,4 points et pour laquelle les composantes ont évolué respectivement de 5,8 points pour la consommation finale et 0,6 pour les investissements bruts, reste soutenue par la demande intérieure. Il sied de relever que la faible progression des investissements est consécutive notamment au mauvais comportement des cours de produits miniers.

Graphique 6 : Evolution des contributions des composantes de la demande (en point de pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo d'après les données du CESN

Quant à la demande extérieure nette, sa contribution s'est améliorée de 0,8 point, passant de 0,6 point à fin juin 2015 pour se situer à 1,4 point à fin septembre, suite à la baisse des importations.

Tableau 5 : Estimation de la croissance du PIB suivant l'approche par la demande (en milliards de CDF au prix de 2005, sauf indication contraire)

	2014	2015	2014		2015	
			Variation en %	Contrib. en pts	Variation en %	Contrib. en pts
PIB Emplois à prix constants de 2005						
Demande intérieure	12 309,60	12 691,10	6,7	8,3	5,2	6,4
Consommation	9 084,90	9 652,70	7,3	6,7	6,4	5,8
Publique	1 312,20	1 313,90	4,9	0,7	3,6	0,5
Privée	7 772,70	8 338,80	7,8	6,1	6,9	5,3
Investissements bruts	3 224,70	3 038,40	4,8	1,6	1,8	0,6
FBCF	3 224,70	3 009,20	5,4	1,8	0,9	0,3
Publique	806,2	827,5	14,3	1,1	3,7	0,3
Privée	2 418,50	2 181,70	2,7	0,7	0	0
Variation des stocks	0	29,2	-100	-0,2	-	0,3
Demande extérieure nette	-2 216,80	-1 819,10	-4,5	1,1	-6,2	1,4
Exportations de biens et services	2 909,10	3 198,90	21,4	5,6	9,3	2,7
Exportations des biens	2 833,30	3 123,80	23	5,7	10,6	3
Produits miniers (+pétrole)	2 443,80	2 686,00	23,3	5	10,4	2,5
Autres produits	389,5	437,8	20,6	0,7	12,4	0,5
Exportations des services	75,8	75	-17,9	-0,2	-40,3	-0,3
Importations de biens et services	5 125,90	5 018,00	8,7	4,4	2,6	1,3
Importations des biens	4 112,60	4 081,10	5,6	2,4	3,6	1,5
Consommations	753,6	740,6	4,8	0,4	6,6	0,5
Equipements	1 859,40	1 855,00	3	0,6	-0,2	0
Intermédiaires	1 499,60	1 484,80	9,5	1,4	6,8	1
Importations des services	1 013,30	999,7	23,2	2,1	-1,3	-0,1
PIB (Emplois)	10 092,80	10 872,00	9,50%	9,50%	7,70%	7,70%

Source : CESCEN.

2.1.1.1. Baromètre de la conjoncture

A fin février 2016, le solde d'opinions des chefs d'entreprises demeure négatif pour le troisième mois consécutif. Toutefois, comparativement au mois précédent, il affiche une stabilité relative à - 4,7 %, venant de - 4,9 %.

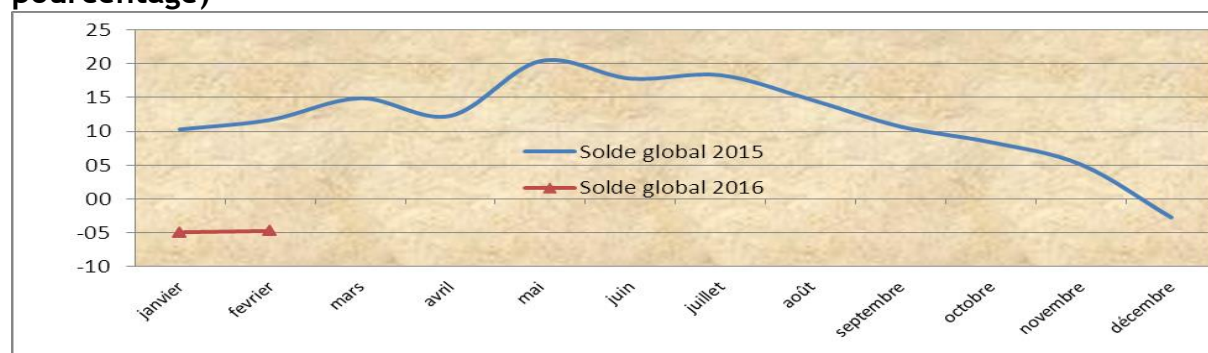
Au niveau international, cet effritement reste attribuable à la baisse des cours de matières premières tandis que sur le plan national, cette situation s'explique par la dégradation du climat socio-politique actuel susceptible d'accroître les incertitudes.

Tableau 6 : Evolution du solde brut d'opinions en 2015 et 2016. (en point de pourcentage)

Secteur	2015			2016		
	Janvier	Février	Moyenne	Janv.	Février	Moyenne
Solde global	10,3	11,7	11,0	-4,9	-4,7	-4,8
Industries manufacturières	11,1	37,7	24,4	8,6	5,3	6,9
Electricité et Eau	38,2	37,7	38,0	49,2	39,5	44,4
Industries extractives	7,7	5,6	6,7	-20	-11,7	-15,9
Construction	11,1	13,9	12,5	6,6	4	5,3
Services	2,3	2,5	2,4	1,6	5	3,3

Source : Banque Centrale du Congo

Graph.7 : Solde global d'opinions des chefs d'entreprises (en point de pourcentage)

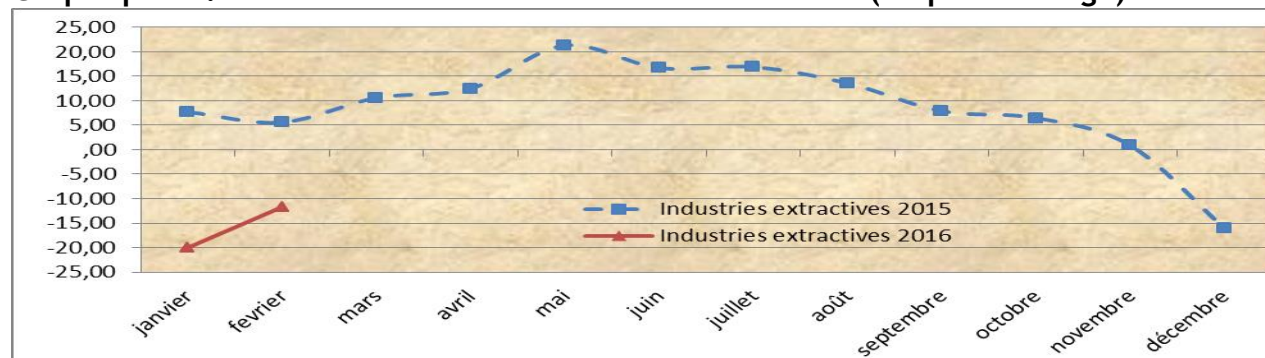


Source : Banque Centrale du Congo

Le profil du climat conjoncturel en RDC par secteurs d'activités économiques au cours du mois de février 2016 se présente comme suit :

Dans les Industries Extractives, bien qu'en majeure partie peu optimistes, les chefs d'entreprises espèrent tout de même une légère amélioration de la demande qui pourrait induire un redressement timide des cours sur les marchés internationaux. Cette tendance au retour de la confiance perdue depuis décembre dernier est attestée par un solde d'opinions en appréciation de 9,3 points, passant de -20,0 % en janvier à -11,7 % en février 2016.

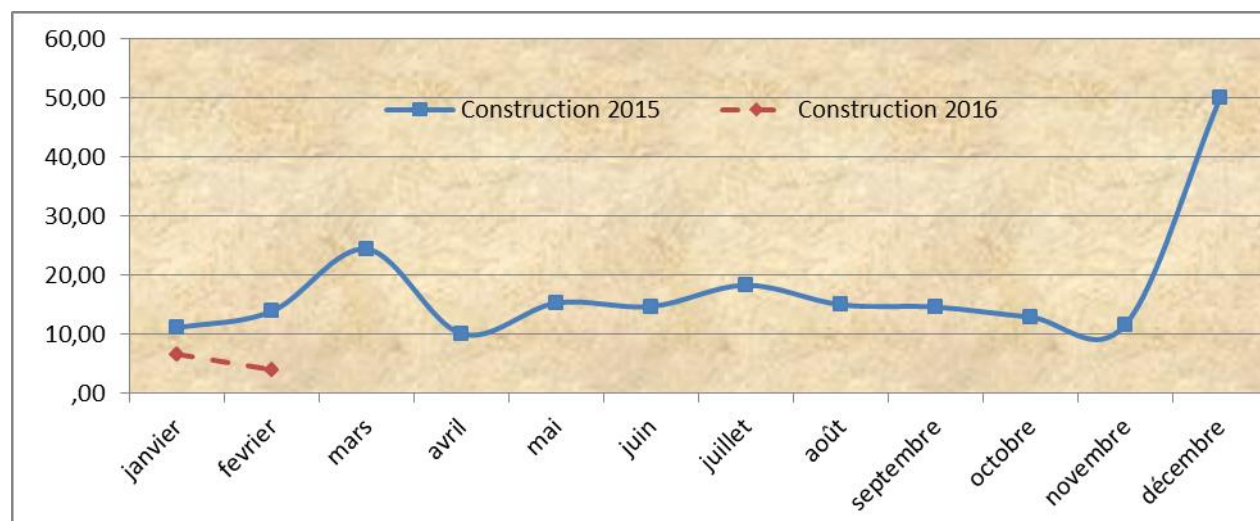
Graphique 8 : Evolution du solde des Industries minières (en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo

En ce qui concerne la **branche Construction**, les perspectives de l'évolution de l'activité s'annoncent incertaines. Cette perte de confiance se traduit par un repli de 2,6 points du solde d'opinions des entrepreneurs, chutant de +6,6 % en janvier à +4,0 % au cours du mois sous revue.

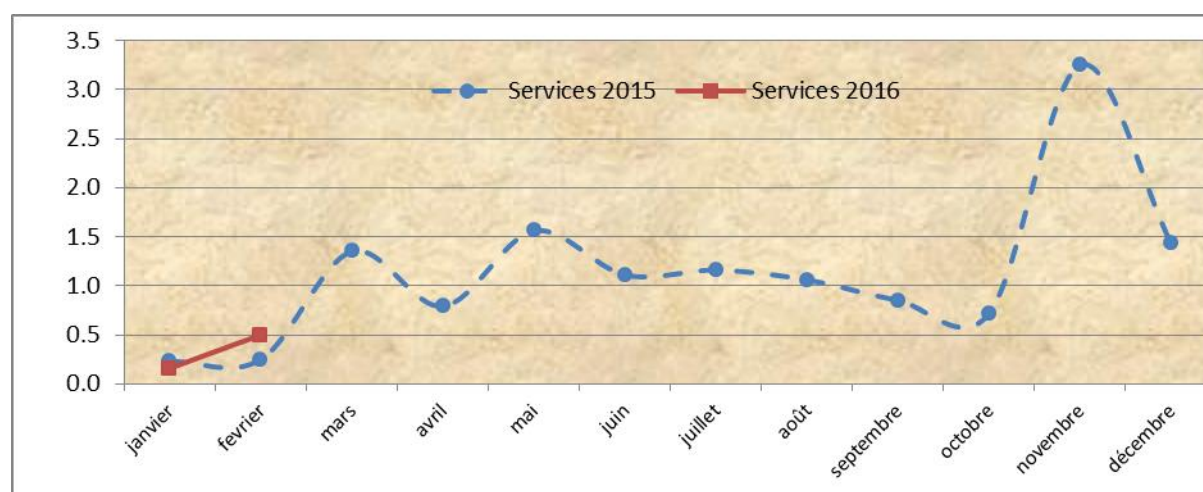
Graphique 9 : Evolution du solde du secteur Construction (en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo

S'agissant des **Services**, le redressement de 3,4 % observé en février qui succède à deux baisses consécutives témoigne d'une nette appréciation de l'activité dans l'ensemble de ce secteur. Le solde d'opinions s'y est situé à +5,0 %, venant de +1,6 % le mois précédent. Cette évolution résulte d'une légère reprise des activités dans les branches des services de réparation, de l'hôtellerie et de restauration ainsi que dans les transports et la télécommunication.

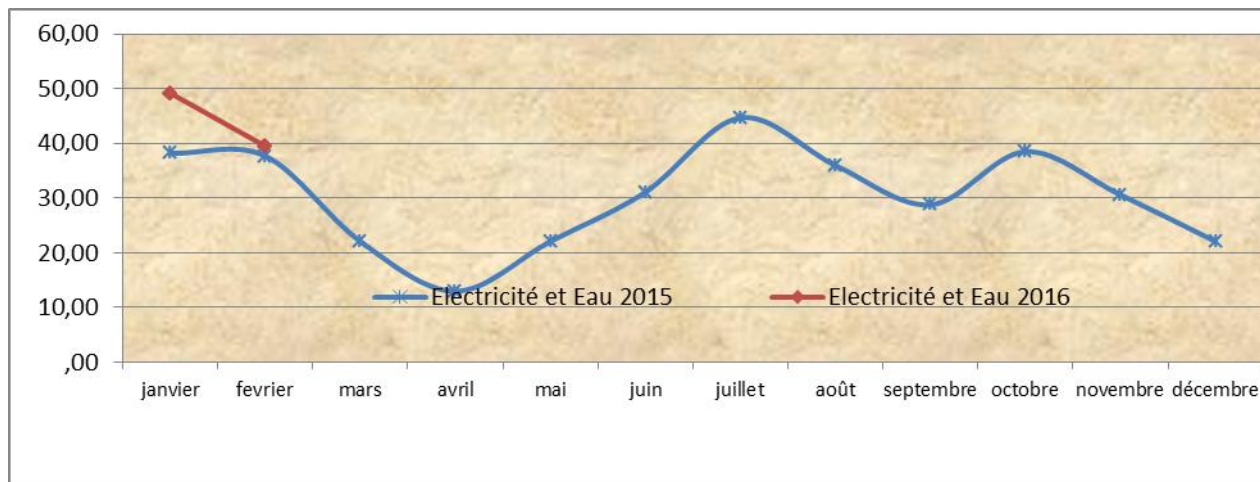
Graphique 10 : Evolution du solde du secteur des Services (en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo

Pour ce qui est de la branche d'électricité et eau, l'optimisme des chefs d'entreprises a baissé. En effet, contrairement au mois de janvier dernier où il s'est situé à + 49,2 %, le solde d'opinions a baissé à +39,5 % en février 2016.

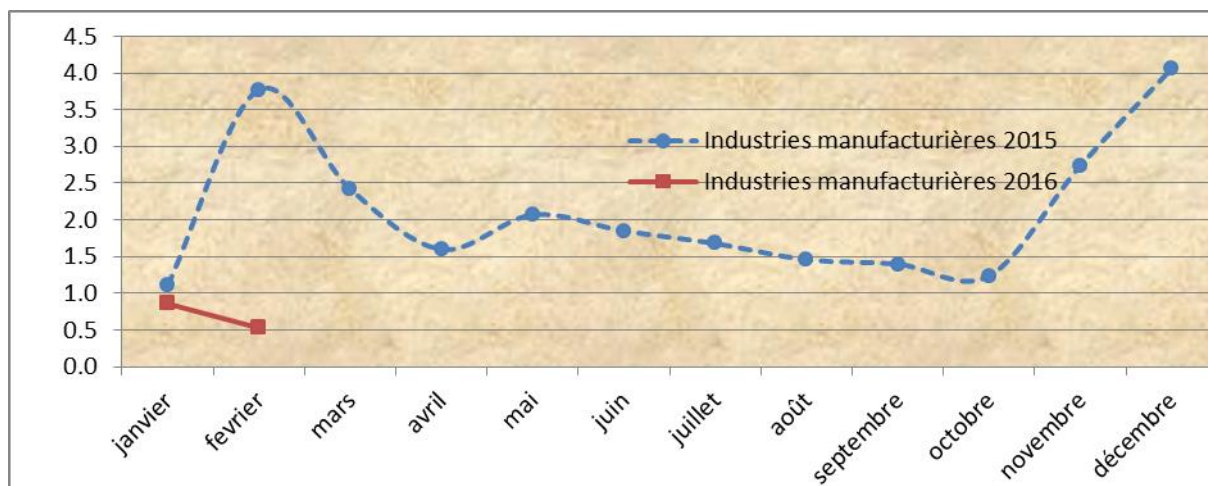
Graphique 11 : Evolution du solde des Industries énergétiques (en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo

Ainsi, dans les industries manufacturières, la confiance des Chefs d'entreprises s'est repliée, ramenant le solde d'opinions de +8,6 % en janvier 2016 à + 5,3 % au cours du mois sous revue suite à la baisse de la demande des produits de consommation.

Graphique 12 : Evolution du solde des Industries manufacturières (en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo

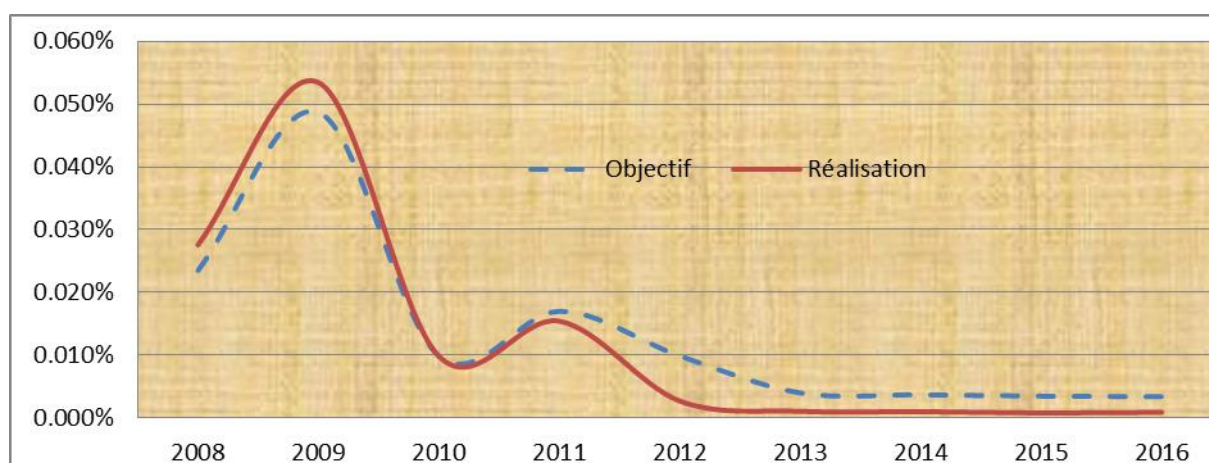
2.1.1.2. Evolution des prix intérieurs

❖ Inflation nationale

A la fin du mois de février 2016, l'indice général des prix à la consommation de la BCC a renseigné une inflation à 0,117 % contre 0,103 % un mois plus tôt. En annualisé et en glissement annuel, l'inflation s'établirait respectivement à 1,436 % et 1,597 %.

Concernant l'indice de l'INS, il a affiché une inflation de 0,095 % contre 0,079 % un mois plus tôt. En annualisé, l'inflation s'est établie à 1,136 % et en glissement annuel, elle s'est située à 0,920 % face à un objectif annuel de 3,4 %.

Graphique 13 : Comparaison des taux réalisés et cibles de l'INS



Source : Banque Centrale du Congo

Tableau 7 : Evolution des objectifs et taux d'inflation INS

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Objectif	23,500%	48,700%	9,900%	17,000%	9,900%	4,000%	3,700%	3,500%	3,400%
Réalisation	27,570%	53,440%	9,840%	15,430%	2,720%	1,070%	1,030%	0,815%	0,920%
marge(en % point de %	-4,070%	-4,740%	0,060%	1,570%	7,180%	2,930%	2,670%	2,685%	2,380%

Source : BCC, à partir des données de l'INS

Tableau 8 : Evolution des taux d'inflation mensuels et cumulés (BCC/ INS) en 2015 et 2016

	janv-15	févr-15	mars-15	avr-15	mai-15	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	déc-15	janv-16	févr-16
Tx infl. Mensuel BCC	0,128	0,095	0,099	0,135	0,124	0,091	0,134	0,152	0,214	0,144	0,11	0,156	0,103	0,117
Tx cum. Mensuel BCC	0,128	0,223	0,332	0,458	0,569	0,605	0,016	0,968	1,184	1,33	1,442	1,601	0,103	0,22

	janv-15	févr-15	mars-15	avr-15	mai-15	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	déc-15	janv-16	févr-16
Tx infl. Mensuel INS	0,037	0,047	0,057	0,062	0,053	0,056	0,077	0,063	0,096	0,079	0,079	0,121	0,079	0,095
Tx cum. Mensuel INS	0,037	0,084	0,142	0,204	0,257	0,313	0,39	0,453	0,614	0,693	0,693	0,815	0,079	0,213

Source : BCC et INS

❖ ANALYSE DE L'INFLATION BCC PAR FONCTION

L'analyse par fonction de l'inflation BCC, pour le mois de février 2016, révèle un taux significatif au niveau de la fonction des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, avec une contribution de 67,61 % dans l'ensemble de l'inflation, suivie des fonctions « logement, eau, gaz, électricité et autres » avec 12,33 %, « articles d'habillement et chaussures » avec 6,67 % et « transport » avec 3,13 %.

Par contre, d'autres fonctions ont aussi contribué à l'inflation, mais de façon marginale. Il s'agit notamment de « la santé » avec 1,89 %, « biens et services divers » avec 0,76 % et « enseignement » avec 0,71 %.

Tableau 9 : Contribution par fonction dans l'inflation BCC

Pond.	N° Fx.	LIBELLES	Pondérations	décembre-12	Janv.-14	Fév.-14	janv.-15	févr.-15		janv.-16	févr.16	Contributions	
					Du 27/01 au 02/02	Du 24/02 au 02/03	Du 26 au 01/02	Du 02 au 08/02	Du 09 au 15	Du 25 au 31/01	Du 22 au 28/03	En pts	En %
52,00	I.	PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS N	52,00	100,00	101,46	101,61	103,05	103,08	103,11	105,11	105,27	0,02	67,61
1,22	II.	BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET ST	1,22	100,00	101,13	101,21	101,75	101,76	101,78	102,59	102,64	0,00	0,55
6,54	III.	ARTICLES D'HABILLEMENT ET CHAUSSUR	6,54	100,00	101,27	101,40	102,51	102,53	102,56	103,86	103,98	0,00	6,76
12,47	IV.	LOGEMENT, EAU, GAZ, ELECTRICITE ET AU	12,47	100,00	101,35	101,43	102,36	102,38	102,40	104,24	104,36	0,00	12,33
3,87	VI.	SANTE	3,87	100,00	100,94	101,02	101,74	101,76	101,77	102,39	102,45	0,00	1,89
7,74	VII.	TRANSPORTS	7,74	100,00	100,77	100,86	102,09	102,11	102,12	103,07	103,13	0,00	3,13
0,88	VIII.	COMMUNICATIONS	0,88	100,00	100,29	100,32	100,50	100,50	100,50	100,69	100,70	0,00	0,11
1,24	IX.	LOISIR ET CULTURE	1,24	100,00	100,38	100,42	100,73	100,74	100,74	101,18	101,22	0,00	0,42
5,06	X.	ENSEIGNEMENT	5,06	100,00	100,49	100,50	100,83	100,83	100,84	100,78	100,80	0,00	0,71
3,16	XI.	RESTAURANTS ET HOTELS	3,16	100,00	100,94	101,01	101,74	101,76	101,77	100,13	100,13	0,00	0,05
3,08	XII.	BIENS ET SERVICES DIVERS	3,08	100,00	101,01	101,11	101,94	101,96	101,98	101,24	101,27	0,00	0,76
100,00		INDICE GENERAL	100,00	100,00	101,23	101,34	102,48	102,51	102,53	104,10	104,22	0,03	100,00

❖ INFLATION SOUS-JACENTE BCC

A la fin du mois de février 2016, l'inflation mensuelle sous-jacente a affiché un taux de 0,089 % contre 0,082 % au mois de janvier. En annualisée, l'inflation ressort à 1,111 % et en glissement annuel à 1,25 %.

Tableau 10. Evolution du taux mensuel d'inflation du mois de février 2016

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février
Infl Mensuelle	0,09	0,072	0,075	0,106	0,087	0,084	0,104	0,135	0,183	0,277	0,08	0,125	0,082	0,089
Infl cumul	0,09	0,163	0,238	0,344	0,431	0,516	0,62	0,756	0,941	1,035	1,116	1,242	0,082	0,17
Infl en dliss	0,971	0,959	0,957	0,99	0,991	1,016	1,006	1,061	1,16	1,169	1,184	1,242	1,233	1,25
Infl ann	0,961	0,962	0,975	1,017	1,043	1,054	1,063	1,148	1,281	1,248	1,233	1,242	1,066	1,111

Source : BCC et INS.

❖ INFLATION BCC EN PROVINCES

Le taux d'inflation a présenté de légères tensions à la fin du mois de février par rapport au mois précédent dans l'ensemble de villes. Dans la ville de Kinshasa, il est passé de 0,116 % à 0,137 % , suivie de la ville de Kisangani (0,120 % contre

0,113 %), Goma (0,115 % contre 0,092 %), Lubumbashi (0,112 % contre 0,100 %), Bandundu (0,109 % contre 0,097 %), et la ville de Bukavu (0,107 % contre 0,089 %).

Tableau 11. Evolution du taux d'inflation en province au mois de février 2016 (en pourcentage)

Entités	Indicateurs d'inflation	déc.-15	janv.-16				févr.-16			
		4ème semaine	1ère semaine	2ème semaine	3ème semaine	4ème semaine	1ère semaine	2ème semaine	3ème semaine	4ème semaine
Kinshasa	Taux d'inflat. cum. mens.	0,130	0,026	0,055	0,085	0,116	0,032	0,063	0,094	0,137
Lubumbashi	Taux d'inflat. cum. mens.	0,123	0,024	0,048	0,074	0,100	0,028	0,058	0,085	0,112
Goma	Taux d'inflat. cum. mens.	0,133	0,021	0,044	0,066	0,092	0,028	0,057	0,086	0,115
Bukavu	Taux d'inflat. cum. mens.	0,092	0,020	0,041	0,064	0,089	0,027	0,055	0,081	0,107
Kisangani	Taux d'inflat. cum. mens.	0,143	0,027	0,055	0,083	0,113	0,030	0,061	0,089	0,120
Bandundu	Taux d'inflat. cum. mens.	0,111	0,023	0,047	0,071	0,097	0,028	0,056	0,083	0,109
Situation agrégée	Taux hebdo. cumulé du mois	0,124	0,024	0,049	0,075	0,103	0,029	0,059	0,086	0,117

Source : BCC.

2.2. SECTEUR PUBLIC

2.2.1. Exécution des Opérations Financières de l'Etat

Au 29 février 2016, la comptabilisation des opérations financières de l'Etat, intégrant l'amortissement de la dette, affiche un déficit de 42,9 milliards de CDF, traduit par un niveau de recettes de 279,9 milliards de CDF et de dépenses de 320,7 milliards. En cumul annuel, le Compte Général du Trésor, tenant compte de l'amortissement, est déficitaire de 76,6 milliards de CDF. En neutralisant l'extourne de 22,1 milliards de CDF effectuée par la Banque Africaine de Développement (BAD), ce déficit serait porté à 98,7 milliards.

Tableau 12 : Situation mensuelle des opérations du Trésor en 2015 et 2016 (en milliards de CDF)

RUBRIQUES	2015		MOIS DE FEVRIER 2016			CUMUL FEVRIER 2016			VARIATION 2016/2015	
	Mois de févr.	Cumul févr.	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Mois de févr.	Cumul févr.
Total revenus et dons	265,5	654,8	311,8	279,9	89,8	586,1	557,8	95,2	5,5	14,8
Total dépenses	271,9	561,6	345,9	320,7	92,7	654,9	629,7	96,2	17,9	12,1
Amortissement de la dette	2,8	2,8	2,2	2,1	96,6	4,8	4,8	98,5	- 22,6	72,4
Solde général (hors dette)	- 6,5	93,2	- 34,0	- 40,8	119,8	- 68,7	- 71,9	104,6	- 528,5	- 177,2
Solde intégrant l'amort.	- 9,2	90,4	- 36,2	- 42,9	118,4	- 73,5	- 76,6	104,2	- 364,2	- 184,8

Source : PTR du secteur public

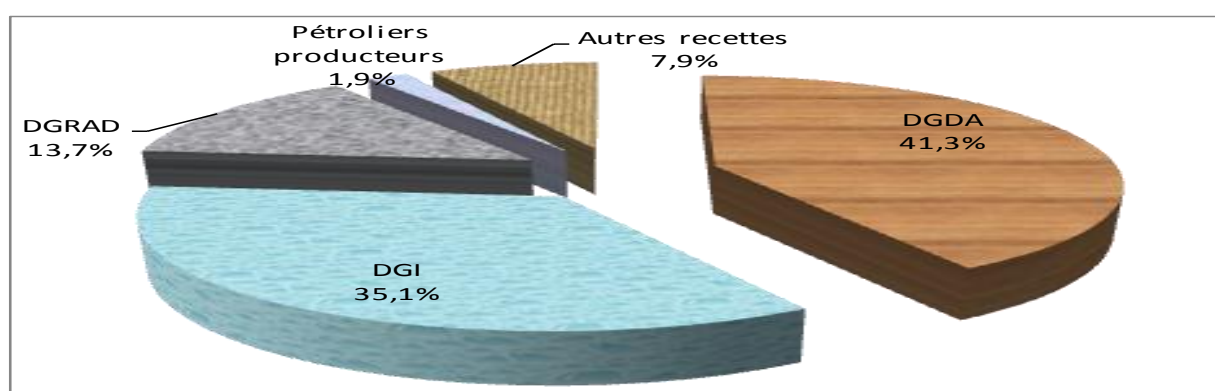
➤ Evolution mensuelle des recettes au 29 février 2016

Sur un montant programmé de 311,8 milliards de CDF, les recettes collectées par les services mobilisateurs ont atteint 279,9 milliards, représentant un taux de réalisation de 89,8 %. En rapprochant ce niveau à celui de février 2015 établi à

265,5 milliards de CDF, il se dégage, d'une année à l'autre, un accroissement de 5,5 %.

En termes d'effort de mobilisation, les recettes fiscales collectées par la DGDA et la DGI ont représenté 76,4 % du total. Leurs parts respectives dans l'ensemble des ressources se chiffrent à 41,3 % et 35,1 %. S'agissant des recettes non fiscales, mobilisées par la DGRAD, elles ont été recouvrées à concurrence de 13,7 %. Les rubriques « pétroliers producteurs » et « autres recettes » ont contribué respectivement à hauteur de 1,9 % et 7,9 % du total. Comme indiqué plus haut, l'importance de la rubrique « autres recettes » procède de l'extourne effectuée par la Banque Africaine de Développement au titre d'un trop perçu, de l'ordre de 22,1 milliards de CDF.

Graphique14 : Structure par rubrique des recettes publiques au 29 février 2016

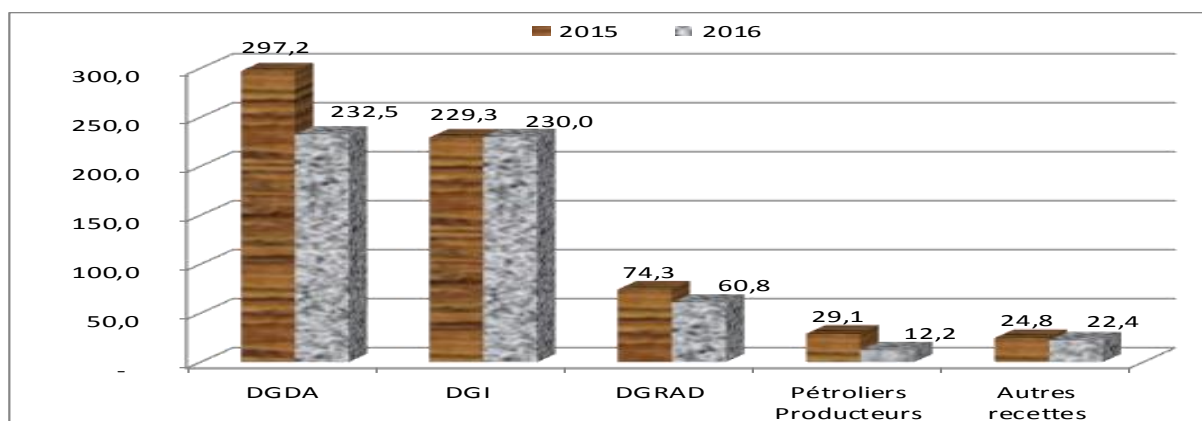


Source : PTR secteur public

Par ailleurs, les recettes, en cumul annuel à fin février, s'évaluent à 557,8 milliards de CDF contre 654,8 milliards à la période correspondante de 2015, ce qui représente une régression de 14,8 %, consécutive notamment à la baisse des cours des matières premières. Aussi, faudra-t-il noter qu'en 2015, le Trésor avait bénéficié au mois de janvier d'un montant d'environ 100 milliards de CDF au titre de « Pas de porte ».

Rapprochées au cumul annuel à fin février 2015, à l'exception de la DGI, toutes les régies financières ont connu des contre-performances. En effet, hormis un léger accroissement de 0,3 % des recettes de la DGI, celles de la DGDA et de la DGRAD ont baissé de 21,8 % et 18,1 % respectivement. Quant aux recettes provenant des pétroliers producteurs, elles ont subi une contraction de 58,2 %.

Graphique 15 : Ventilation par rubrique des recettes publiques en février 2015 et 2016 (en milliards de CDF)



Source : PTR secteur public

Tableau 13 : Recettes publiques (en milliards de CDF)

RUBRIQUES	2015		MOIS DE FEVRIER 2016			CUMUL FEVRIER 2016			VARIATION 2016/2015	
	Mois de févr.	Cumul févr.	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Mois de févr.	Cumul févr.
DGDA	152,4	297,2	136,2	115,7	85,0	249,6	232,5	93,1	- 24,1	- 21,8
DGI	65,7	229,3	118,8	98,3	82,7	250,4	230,0	91,8	49,7	0,3
DGRAD	37,5	74,3	49,8	38,4	77,2	72,1	60,8	84,3	2,4	- 18,1
Pétroliers Producteurs	9,7	29,1	5,6	5,4	96,6	12,4	12,2	98,4	- 44,3	- 58,2
Dons et autres	0,1	24,8	1,4	22,1	1 601,3	1,6	22,4	1 371,3	15 740,7	- 9,7
RECETTES TOT. ET DONS	265,5	654,8	311,8	279,9	89,8	586,1	557,8	95,2	5,5	- 14,8

Source : PTR du secteur public

➤ Evolution mensuelle des dépenses au 29 février 2016

Les dépenses publiques mensuelles, hormis l'amortissement de la dette, ont été exécutées à hauteur de 92,7 % de leurs projections mensuelles fixées à 345,9 milliards de CDF. D'une année à l'autre, elles sont passées de 271,9 milliards de CDF à 320,7 milliards.

Pour ce qui est de la structure des dépenses publiques, la prépondérance demeure au niveau des dépenses courantes qui ont représenté 91,0 % du total. Prévues à 314,6 milliards de CDF, elles se sont chiffrées à 291,7 milliards, soit un taux d'exécution de 92,7 %. S'agissant des dépenses en capital, elles se sont chiffrées à 10,1 milliards de CDF, représentant 3,1 % de l'ensemble de dépenses. Toutefois, elles ont été décaissées à concurrence de 77,8 % de leur programmation qui s'est située à 13,0 milliards.

Pour tenir à sa promesse, le Gouvernement a effectué, au mois de février 2016, des paiements en faveur de la CENI à hauteur de 16,7 milliards de CDF, totalisant en cumul annuel un montant de 36,7 milliards.

Par ailleurs, les dépenses publiques en cumul annuel à fin février se sont établies à 629,7 milliards de CDF contre 561,6 milliards une année auparavant, soit un accroissement 12,1 %.

Tableau 14 : Dépenses publiques (en milliards de CDF)

RUBRIQUES	2015		MOIS DE FEVRIER 2016			CUMUL FEVRIER 2016			VARIATION 2016/2015	
	Mois de févr.	Cumul févr.	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Mois de févr.	Cumul févr.
Dépenses courantes	245,0	499,7	314,6	291,7	92,7	579,8	557,0	96,1	19,1	11,4
*Intérêt sur la dette	8,9	17,0	10,9	4,9	45,1	20,3	14,3	70,4	- 44,9	- 15,8
- dont dette extérieure	2,1	3,3	2,1	-	-	4,2	2,2	51,1	- 100,0	- 34,5
Dépenses en capital	25,4	59,4	13,0	10,1	77,8	36,2	33,3	92,1	- 60,4	- 43,9
Autres dépenses	1,5	2,5	18,3	18,9	103,1	38,9	39,5	101,5	1 119,8	1 483,4
Total dépenses (hors amort)	271,9	561,6	345,9	320,7	92,7	654,9	629,7	96,2	17,9	12,1

Source : PTR du secteur public

2.2.2. Evolution du Plan de trésorerie de la Banque Centrale

A la clôture du mois de février, l'exécution du Plan de trésorerie de la BCC a affiché un excédent de 5,0 millions de CDF, résultant des encaissements de 15,094 milliards et des décaissements de 15,089 milliards de CDF. Par rapport à leurs programmations mensuelles, il ressort des dépassements de 20,5 % pour les encaissements et de 20,4 % pour les décaissements.

Du côté des encaissements, ce dépassement est localisé essentiellement au niveau de « Produits divers » et de « Commissions sur paiements de la clientèle », à hauteur de 1,628 milliard de CDF et de 0,552 milliard respectivement. Du côté des décaissements, ce dépassement, se situant dans la rubrique de « Dépenses de politique monétaire et d'intérêt général », a été de 2,364 milliards de CDF.

Toutefois, il sied de signaler que ces statistiques étant produites en situation accélérée, le Gouvernement n'a pas encore versé à la Banque Centrale la créance titrisée bien que ces recettes soient comptabilisées dans le Plan de trésorerie de la Banque Centrale.

En cumul annuel, le Plan de trésorerie renseigne un excédent de 11,0 millions de CDF.

Tableau 15 : Plan de trésorerie de la BCC (en milliards de CDF, sauf indication contraire)

RUBRIQUES	CUMUL ANNUEL A FIN FEVRIER			AU 29 FEVRIER 2016		
	2015	2016	VARIATION en %	PROGRAM. MENSUELLE	EXECUTION MENSUELLE	TAUX D'EXEC. En %
ENCAISS.	28,480	27,898	- 2,0	12,530	15,094	120,5
DECAISS.	28,476	27,887	- 2,1	12,530	15,089	120,4
RESULTAT	0,004	0,011	169,1	-	0,005	

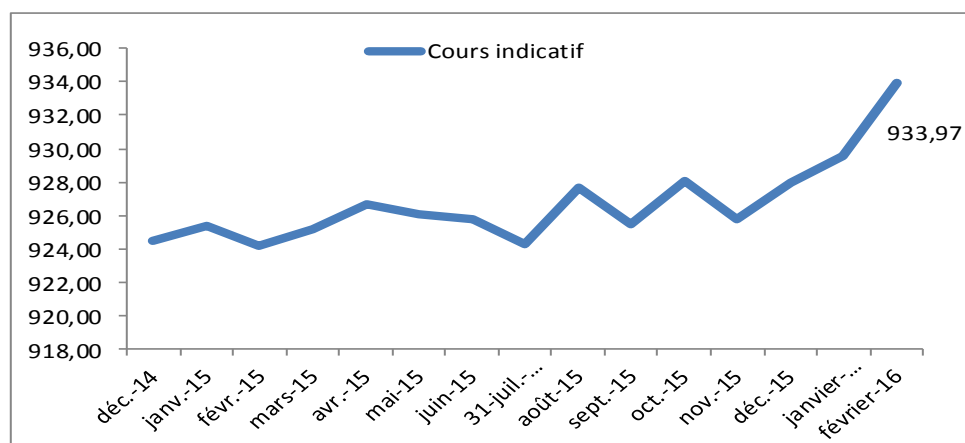
Source : BCC

2.3 SECTEUR EXTERIEUR

2.3.1 Le marché des changes

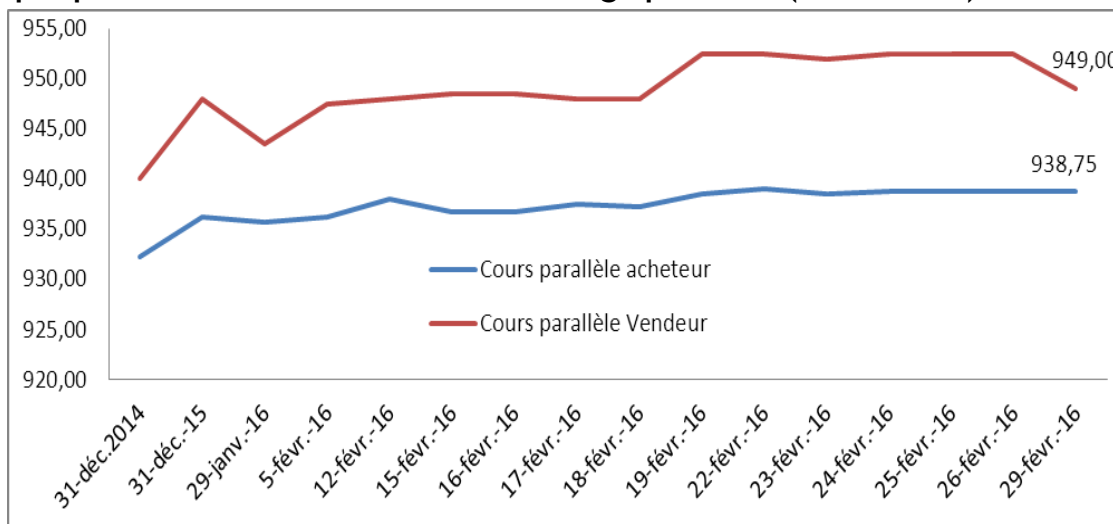
Sur le marché des changes, le cours indicatif s'est situé à 933,97 CDF le dollar américain contre 929,51 CDF un mois plus tôt. Sur le marché parallèle, le cours acheteur s'est aussi déprécié de 0,3 %, s'établissant à 938,75 CDF le dollar américain, venant de 935,75 CDF au mois de janvier. Quant au cours vendeur, il s'est situé à 949,00 CDF contre 943,00 CDF.

Graphique 16 : Evolution des taux de change indicatif (CDF/ 1 USD)



Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique 17 : Evolution des taux de change parallèle (CDF/ 1 USD)



Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau 16 : Evolution des taux indicatif et parallèle

	Taux de change CDF/USD				Variation mensuelle en %				var en % par rapport à fin déc-15			
	Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle		
		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen
31-déc.-15	927,92	936,25	948	942,13								
29-janv-16	929,51	935,75	943,5	939,63					-0,17	0,05	0,48	0,27
29-févr-16	933,97	938,75	949,0	944,38	-0,48	-0,32	-0,58	-0,50	-0,65	-0,27	-0,11	-0,24

Source : Banque Centrale du Congo.

2.3.3. Budget en devises et réserves internationales

L'exécution du budget en devises au 29 février 2016 s'est soldée par un déficit mensuel de 48,44 millions de USD, découlant des recettes de 34,69 millions de USD et de dépenses de 83,13 millions. Il sied de noter qu'au cours du mois sous analyse, l'Institut d'Emission n'a procédé à aucun achat de devises sur le marché. Ainsi, au terme du mois, les réserves se sont fixées à 1.320,64 millions de USD, soit 5,83 semaines d'importations des biens et services sur ressources propres.

Tableau 17. Exécution du budget en devises en 2015 (en millions de USD)

	cumul 2014	janv-15	déc-15	cumul 2015	29-janv-16	29-févr-16	cumul
Stock initial		1 645,14	1 477,48		1 403,58	1 369,08	-
I. FLUX DES RECETTES	743,66	148,76	39,70	647,32	5,50	34,69	40,19
A. Recettes d'exploitation	56,68	3,52	34,50	199,64	5,47	4,95	10,42
Redevance de Contrôle de Change	46,72	2,86	3,80	45,36	4,49	4,37	8,87
B. Opérations de change	686,98	145,25	5,20	447,68	0,03	29,75	29,78
1. Rachats recettes fiscales et non fisc.	67,17	105,06	5,20	280,97	0,03	6,35	6,38
2. Rachats Financements extérieurs	8,21	20,19		31,31	-	23,40	23,40
3. Achats interbancaires/Adjudications	611,60	20,00		135,40	-	-	-
II. FLUX PROJETES EN DEPENSES	824,53	41,06	113,61	888,89	40,00	83,13	123,13
A. Dépenses du Trésor	763,83	37,15	100,06	800,00	31,56	28,07	59,63
1. Service de la dette extérieure	208,82	0,54	32,89	199,54	3,65	4,81	8,46
2. Paiements diverses créances	73,41	4,72	6,43	67,61	5,17	4,67	9,84
3. Fonctionnement	481,60	31,89	60,74	532,85	22,74	18,60	41,33
- Fournisseurs	221,86	10,28	38,46	221,23	5,79	6,68	12,48
- Institutions	120,53	11,21	14,53	145,71	5,42	6,57	11,99
- Armée	18,30			23,09	6,27	-	6,27
B. Dépenses de la BCC	60,70	3,91	13,54	88,89	8,44	55,06	63,50
Ventes interbancaires	-				5,00	50,00	55,00
BALANCE(I -II)	- 80,87	107,71	- 73,90	- 241,57	- 34,50	- 48,44	- 82,94
Stock final (SI+REC-DEP)	1 645,14	1 752,85	1 403,58	1 403,58	1 369,08	1 320,64	1 320,64

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau 18 : Réserves de change (en millions de USD)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	29/01/2016	29/02/2016
Réserves brutes	88,9	1.010,8	1.327,2	1.272,7	1.634,2	1.745,4	1.645,1	1.403,58	1.369,84	1.320,64
Semaines d'importations	0,47	7,85	7,73	7,2	9,35	9,25	7,87	5,80	6,05	5,83

Source : Banque Centrale du Congo

2.4. Secteur Monétaire

2.4.1. Analyse de l'offre de la monnaie centrale

A fin février 2016, la masse monétaire s'est établie à 4.155,48 milliards de CDF, enregistrant une baisse de 4,64 % par rapport à fin décembre 2015 et un accroissement de 0,89 % par rapport à janvier 2016. Cette évolution, au niveau des contreparties, s'est reflétée par une forte contraction des avoirs extérieurs nets de 16,42 % tandis que les avoirs intérieurs nets n'ont indiqué qu'une augmentation modérée de 0,94 %. Le rétrécissement de la masse monétaire est localisé au niveau de ses composantes, soit 4,57 %.

Par contre, la base monétaire s'est établie à 1.269,51 milliards de CDF accusant une progression de 0,44 % par rapport à fin décembre 2015 et 1,62 %, par rapport à janvier 2016.

Cette création monétaire, au niveau des contreparties, a été induite par une hausse des avoirs intérieurs nets de 7,33 % contrecarrée par une régression des avoirs extérieurs nets de 37,31 %. Au niveau des composantes, elle est localisée au niveau des dépôts des banques, qui se sont accrus de 13,33 %.

2.4.2. Marché monétaire

Les deux guichets de refinancement, à savoir les guichets des prêts à court terme et des facilités permanentes, ont été actifs au cours de ce mois. En 2015, aucune transaction n'était réalisée au cours de ces 2 mois.

- **Guichet des Prêts à court terme**

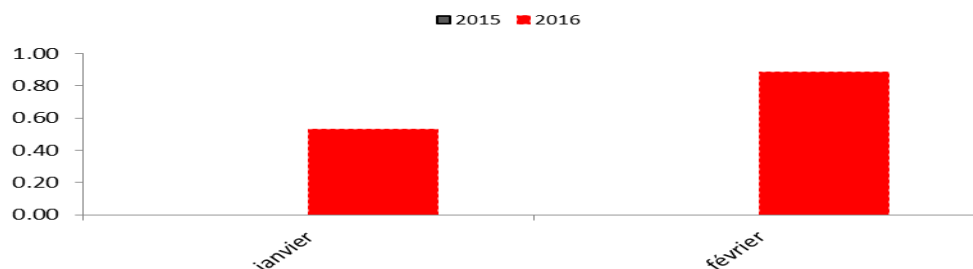
A fin février 2016, le volume des opérations au guichet des prêts à court terme s'est établi à 35,31 milliards de CDF. En cumul annuel, le montant s'élève à 88,24 milliards de CDF.

Tableau 19 : Guichet des Prêts à court terme (en milliards de CDF)

	janv-16	févr.-16
Volume	52,93	35,31
(*)Taux d'intérêt	2,0	2,0

Source : Banque Centrale du Congo

Graphique 18 : Evolution cumulée des Prêts à court terme 2015 et 2016
(En milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo

- **Guichet des facilités permanentes**

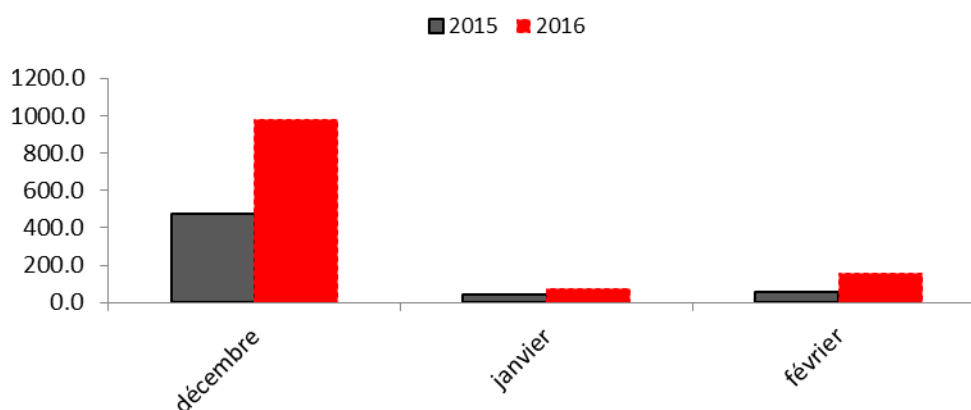
Au terme du mois sous analyse, le guichet des facilités permanentes a enregistré des opérations mensuelles de 835,80 milliards contre 716,0 milliards de CDF un mois plus tôt, soit une hausse de 119,80 milliards. Pour rappel, les opérations à ce même guichet, au mois de février 2015, se chiffraient à 141,64 milliards.

Tableau 20: Guichet Facilités permanentes (en milliards de CDF)

	déc-15	janv-16	févr.-16
Volume	835,80	716,40	835,80
(*)Taux d'intérêt fin période	4,5	4,5	4,5

Source : Banque Centrale du Congo

Graphique 19 : Evolution cumulée des facilités permanentes 2015 et 2016
(En milliards de CDF)



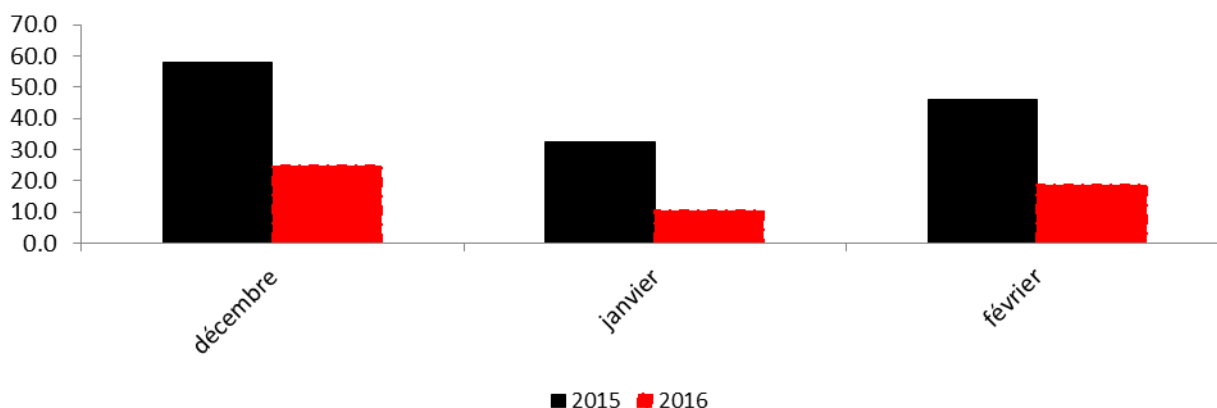
Source : Banque Centrale du Congo

- **Marché interbancaire**

Au 29 février 2016, le guichet de l'interbancaire a accumulé des opérations mensuelles à hauteur de 186,0 milliards de CDF contre 247,5 milliards à fin décembre 2015, soit une baisse 61,5 milliards de CDF.

A la même période de 2015, le volume des transactions s'était chiffré à 460,20 milliards de CDF. Le taux moyen pondéré a varié autour de 1,74 % contre 1,70 % à fin décembre 2015.

Graphique 20 : Marché interbancaire (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo

Tableau 21 : Guichet prêts interbancaires (en milliards de CDF, sauf indication contraire)

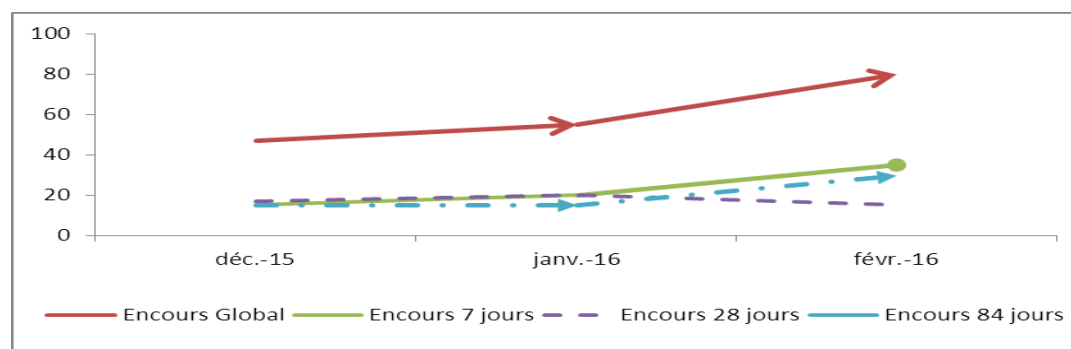
	Déc.-15	Janv-16	févr.-16
Volume	247,50	105,20	186,0
Taux moyen pondéré d'intérêt (%) fin période	1,70	1,70	1,74

Source : Banque Centrale du Congo

- Marché des Bons de la Banque Centrale du Congo**

Au 29 février 2016, l'encours global Bons BCC s'est situé à 80,0 milliards de CDF, venant de 55,0 milliards un mois plus tôt, dégagant une ponction mensuelle et annuelle respectivement de 25,0 milliards et 33,0 milliards de CDF. Cet encours est reparti de la manière suivante : 35,0 milliards pour la maturité à 7 jours, 15,0 milliards pour la maturité à 28 jours et 30,0 milliards pour celle à 84 jours.

Graphique 21 : Evolution de l'encours des Bons BCC en 2016 (en milliards de CDF)

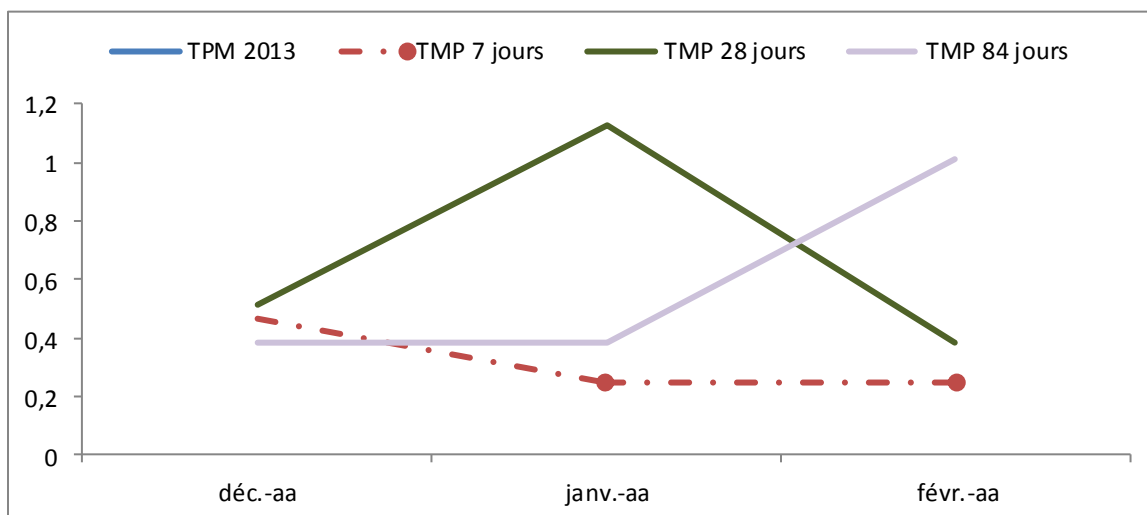


Source : Banque Centrale du Congo

Les taux moyens pondérés des Bons BCC à 7, 28 et 84 jours se sont situés respectivement à 0,25 %, 0,38 % et 1,01 % contre 0,25 %, 1,13 % et 0,38 % un mois et un trimestre avant. S'agissant des marges de positivité, le taux directeur réel s'est chiffré à 1,08 point contre 1,19 point à fin décembre 2015.

Quant aux taux moyens pondérés réels des Bons BCC à 7, 28 et 84 jours, ils sont négatifs pour les maturités à 7 et 28 jours, soit -0,67 point et -0,57 point. Par contre, celle à 84 jours affiche un taux positif de 0,09 point.

Graphique 23 : Evolution du taux moyen pondéré des Bons BCC



Le coût financier mensuel des opérations Bons BCC à fin février 2016 s'élève à 80,16 millions de CDF contre 22,36 millions le mois précédent et 58,54 millions à la période correspondante de 2015.

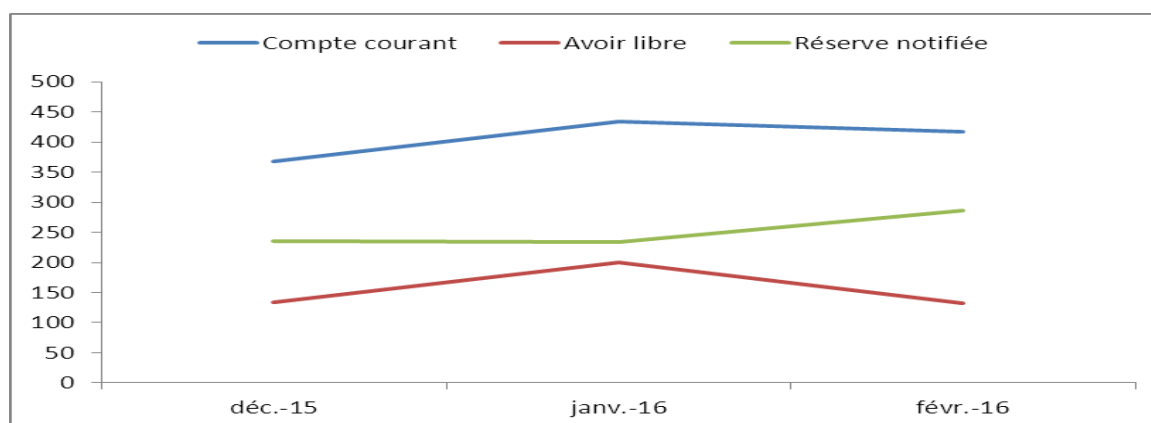
- **Evolution des avoirs libres des banques**

Au 29 février 2016, le compte courant des banques a connu une hausse de 49,14 milliards de CDF, se situant à 417,84 milliards de CDF contre 434,27 milliards le mois passé et 292,93 milliards à la période correspondante de 2015.

La moyenne de la réserve obligatoire notifiée pour la période du 15 février au 14 mars 2016 se chiffre à 285,61, venant de 233,66 milliards de CDF, soit un accroissement de 50,48 milliards, suite essentiellement à la révision à la hausse des taux du coefficient sur la réserve obligatoire en monnaie étrangère intervenue en date du 25 février, lesquels sont passés de 8,0 % à 10,0 % et de 7,0 % à 9,0 % respectivement pour les dépôts à vue et à terme.

Les avoirs excédentaires des banques ont atteint un niveau de 132,23 milliards de CDF contre 200,61 milliards un mois plus tôt et 55,47 milliards à la période correspondante de l'année 2015.

Graphique 22 : Compte courant des banques en 2016 (en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo

- **Evolution des émissions monétaires**

Au 29 février 2016, les émissions nettes cumulées se sont établies à 11,59 milliards de CDF contre 32,03 milliards à la période correspondante de 2015, tenant à des destructions de 37,07 milliards et des émissions de 48,66 milliards.

Le cumul des billets recyclés s'est établi à 273,98 milliards de CDF contre 230,68 une année avant, représentant 60,59 % en provinces contre 39,41 % au Siège.

Tableau 22 : Evolution des émissions monétaires en 2016 (en millions de CDF)

Rubrique	Janvier	Février	Cumul/An
Prévisions émissions	-	41 630,00	41 630,00
Emissions = (A)	5 372,50	43 289,70	48 662,20
Destructions = (B)	17 963,00	19 108,43	37 071,43
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	- 12 590,50	24 181,27	11 590,77
Recyclage	165 376,89	108 601,15	273 978,04
<i>dont au Siège</i>	69 539,19	38 437,65	107 976,84
<i>dont en provinces (*)</i>	95 837,70	70 163,50	166 001,20

Source : Banque Centrale du Congo

2.4.3. Dynamisme de l'Activité bancaire

2.4.3.1. Dépôts de la clientèle

Au 29 février 2016, les dépôts de la clientèle des banques ont augmenté de 2,36 %, se chiffrant à 3.753,56 millions de USD contre 3.667,19 millions au mois de décembre dernier.

S'agissant de la monnaie de constitution, entre février 2015 et février 2016, le flux des dépôts en monnaie nationale a été de 23,95 % contre 5,28 % pour ceux en devises.

Pour ce qui est de l'origine des dépôts, il y a lieu de relever que les dépôts de l'Administration publique locale ont enregistré l'accroissement annuel le plus important, soit 31,63 % suivis de ceux de l'Administration publique de 22,62 % et enfin des ménages de 11,51 %. Les dépôts des entreprises publiques ont accusé un léger repli de 0,15 %.

**Tableau 23: Evolution des dépôts de la clientèle des banques
(en millions de USD)**

TOTAL DEPOTS DE LA CLIENTELE	févr-15	déc-15	févr-16	Variation par rapport à 2015 (en %)	Variation février 2016 % février
I. Dépôts de la clientèle par Types	3 469,90	3 667,19	3 753,56	2,36	8,17
(a) Comptes ordinaires	2 946,82	3 041,87	3 113,65	2,36	5,66
Comptes courants	2 018,90	2 067,17	2 115,79	2,35	4,80
Comptes de chèques	409,82	415,94	408,36	-1,82	-0,36
Comptes sur livrets	448,65	481,89	477,31	-0,95	6,39
Provisions crédocs	14,78	13,67	52,92	287,15	258,06
Autres	54,67	63,19	59,28	-6,20	8,42
(b) Dépôts à terme	481,49	582,57	596,27	2,35	23,84
(c) Dépôts à regime spécial	41,59	42,76	43,64	2,06	4,94
II. Dépôts de la clientèle par Monnaies	3 469,90	3 667,19	3 753,56	2,36	8,17
MN	538,09	576,91	666,95	15,61	23,95
ME	2 931,81	3 090,28	3 086,61	-0,12	5,28
III. Dépôts de la clientèle PAR PROVENANCE	3 469,90	3 667,19	3 753,56	2,36	8,17
Administration publique	141,45	151,54	173,44	14,45	22,62
Administration publique locale	33,56	48,79	44,18	-9,45	31,63
Entreprises publiques	287,40	260,67	286,98	10,09	-0,15
Entreprises privées	1 498,16	1 563,59	1 565,93	0,15	4,52
Ménages	1 509,32	1 642,60	1 683,02	2,46	11,51

Source : Banque Centrale du Congo

2.4.3.2. Crédits à l'économie

Au mois de février 2016, les crédits bruts à la clientèle ont enregistré des progressions de 0,67 % et 16,12 % respectivement par rapport au mois de décembre dernier et à la période correspondante de 2015. Il sied de noter que l'enveloppe des crédits a été dominée par les crédits à long terme avec un taux 17,09 % de l'enveloppe totale.

La répartition des crédits par secteur indique des accroissements annuels, excepté pour les entreprises publiques qui ont enregistré un recul de 13,25 %.

**Tableau 24 : Evolution des crédits à décaissement à la clientèle
(en millions de USD)**

Rubriques	févr-15	déc-15	févr-16	Variation par rapport à 2015 (en %)	Variation février 2016 % février 2015 (en %)
Crédits bruts à la clientèle	2 094,76	2 416,30	2 432,48	0,67	16,12
1. Crédits nets par terme	2 007,54	2 304,62	2 315,63	0,48	15,35
Crédits à long terme	84,72	209,20	244,96	17,09	189,12
Crédits à moyen terme	546,52	698,15	681,08	-2,45	24,62
Crédits à court terme	513,95	335,80	329,20	-1,97	-35,95
Découvert bancaire	779,62	875,01	866,95	-0,92	11,20
Crédits nets en souffrance	82,73	186,46	193,44	3,74	133,82
2. Provisions pour crédits par monnaies	87,21	111,67	116,85	4,63	33,98
Ventilation des crédits par monnaies	2 007,54	2 304,62	2 315,63	0,48	15,35
MN	198,23	278,99	247,38	-11,33	24,79
ME	1 809,31	2 025,64	2 068,25	2,10	14,31
Crédits bruts à la clientèle par secteur	2 094,76	2 416,30	2 432,48	0,67	16,12
Administration publique	94,56	75,10	112,75	50,12	19,23
Entreprises publiques	146,09	115,66	126,73	9,57	-13,25
Entreprises privées	1 254,88	1 473,16	1 492,04	1,28	18,90
Ménages	599,23	752,37	700,96	-6,83	16,98

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau 25 : Etat des objectifs de la politique monétaire

Instrument	Niveau	Marges	
Taux directeur	2,00 %	1,08 point	
Taux MP (Bons BCC) à 7 jours	0,25	- 0,67 point	
Taux MP (Bons BCC) à 28 jours	0,38	- 0,54 point	
Taux MP (Bons BCC) à 84 jours	1,01	0,09 point	
Coefficient de réserve obligatoire	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Dépôts en ME : <ul style="list-style-type: none"> - 10 % pour les dépôts à vue - 9 % pour les dépôts à terme ➤ Dépôts en MN : <ul style="list-style-type: none"> - 2 % pour les dépôts à vue - 0 % pour les dépôts à terme 		
Objectifs de Politique Monétaire	Cible	Réalisations	Ecart
	Févr. 2016	Févr. -16	
Taux d'inflation en glissement annuel	3,4 %	0,920	-2,48
